

Ukraine : La force vient de l'intérieur

mardi 29 octobre 2024, par [KYSELOV Oleksandr](#), [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 24 octobre 2024).

Le « plan de victoire » de Zelenskyj est un appel aux acteurs extérieurs qui montre que le gouvernement sous-estime encore nettement le potentiel d'une mobilisation interne de toutes les forces. Dans le même temps, le plan risque même de saper l'unité, par exemple en ouvrant l'accès aux ressources naturelles tandis que les oligarques continuent d'être protégés et que les charges de la guerre sont répercutées sur la population

Ce n'est qu'en développant une infrastructure de défense publique, en socialisant les infrastructures critiques et en gérant les ressources de l'Ukraine dans l'intérêt des générations actuelles et futures que nous pourrions espérer protéger notre liberté. Les citoyens devraient être concernés par l'avenir du pays, et le respect de la dignité humaine doit être au cœur d'une société qui demande à ses membres de risquer leur vie pour elle.

Malheureusement, rien de tel n'apparaît dans le « plan de victoire » de Zelensky, qui a finalement été révélé à la nation. Au contraire, ce qui frappe le plus dans ce plan est sa dépendance disproportionnée à l'égard de l'Occident. Il s'agit là d'un changement notable, s'éloignant des appels émotionnels antérieurs pour chercher à attirer un soutien par l'accès à nos ressources naturelles et la promesse

d'externaliser nos troupes pour assurer la sécurité de l'Union européenne. Aussi éloignée que soit cette vision de nos rêves les plus chers de réintégrer la « famille européenne », il pourrait s'agir d'une approche sobre, compte tenu de l'hypocrisie omniprésente dans la politique internationale. Mais ce qui est encore plus humiliant, c'est d'essayer un refus presque immédiat. Alors qu'auparavant, une pression incessante - à la limite de l'intrusion - réalisait l'inimaginable, aujourd'hui l'évolution de l'environnement politique indique que les limites sont atteintes. Cette dépendance à l'égard d'acteurs extérieurs pour résoudre nos problèmes est symptomatique de la voie politique choisie, qui a considéré nos propres citoyens comme d'accord et a entraîné une fragilité interne à peine dissimulée. « Sotsialnyi Rukh » exige un dialogue sincère avec la société sur la façon dont nous en sommes arrivés là et sur ce que l'on peut raisonnablement en attendre. La rhétorique militante du gouvernement suscite des attentes, mais l'incapacité à les concrétiser en unissant l'ensemble de la société et en mobilisant toutes les ressources pour la défense ne fait qu'aggraver la méfiance et la déception. Après 970 jours de guerre au moment de la rédaction de ce rapport, des dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers de blessés et des millions de personnes déplacées, l'enjeu est immense. Peu de familles sont épargnées par cette dévastation. Les espoirs nés d'une offensive réussie dans l'oblast russe de Koursk ont cédé la place à l'inquiétude et à l'incertitude face à une lente retraite dans

l'Est. Les forces russes menacent de s'emparer de Pokrovsk, ce qui risquerait de couper la principale source de charbon à coke et de paralyser notre industrie métallurgique. Les soldats épuisés, qui combattent souvent dans des unités sous-effectives sans bénéficier d'un repos et d'une récupération adéquats, sont scandalisés par les projets du gouvernement visant à autoriser l'achat légal d'une exemption, au moins temporaire, du service militaire et exigent des durées de service claires. Certains n'en peuvent plus : selon les médias, près de 30 000 cas d'exemption de service ont

été enregistrés au cours des six premiers mois de l'année 2024.

La question reste ouverte : qui remplacera ceux qui sont en première ligne ? Conscients des conditions de vie dans l'armée, les civils ne font plus la queue aux postes d'appel sous les drapeaux, mais se soustraient activement à la mobilisation. Les cas signalés d'évasion ont triplé depuis 2023, et les sondages montrent régulièrement que près de la moitié des personnes interrogées jugent ce phénomène raisonnable. Les appels au devoir civique sonnent creux lorsque l'État déclare ouvertement qu'il ne doit rien à ses citoyens - la ministre de la politique sociale, Oksana Zholnovich, ayant déclaré que « nous devons briser tout ce qui est social aujourd'hui et simplement reformuler à partir de zéro le nouveau contrat social sur la politique sociale dans notre État » et le président de la politique sociale ayant

déclaré « nous ne sommes pas un ministère de paiement, les Ukrainiens devraient être plus autosuffisants et moins dépendre de l'État ». La brutalité et l'impunité des officiers de police judiciaire, qui font pression sur les hommes dans les rues, ne font qu'exacerber le problème. Plus de 1 600 plaintes ont été déposées auprès du Médiateur en 2024, mais les résultats se font attendre. Entre-temps, les rapports du champ de bataille, qui décrivent comment des recrues non motivées, non entraînées, voire inaptes, mettent en danger les autres, remettent en question le résultat de l'augmentation de la coercition.

Le tableau d'ensemble suggère un choix délibéré des élites dirigeantes de transférer le fardeau de la résistance à l'agression sur les gens ordinaires. La flambée des prix, les maigres salaires et l'austérité sociale vont de pair avec la restriction des négociations collectives, l'augmentation des impôts sur les revenus faibles et moyens et la poursuite de la corruption, même dans le domaine de la défense. Ce qui aggrave encore la situation, c'est que la classe politique préfère ignorer la chance d'une unité sans précédent que nous avons tous connue après le début de l'invasion. Au lieu de cela, elle choisit de semer la division en exploitant les peurs d'une société traumatisée et en alimentant la suspicion en désignant sans cesse de nouveaux ennemis intérieurs : russophones, « victimes de la pensée coloniale », adeptes des prêtres moscovites, collaborateurs, agents du

Kremlin ou pédés. Les Ukrainiens du front sont montrés du doigt comme les ingrats de l'arrière, qui devraient à leur tour blâmer ceux qui sont « confortablement » assis à l'étranger.

Cela nous ramène au « plan de victoire » du président qui, bien qu'il mette l'accent sur la force, ne fait qu'exposer nos faiblesses. Certains affirment qu'il s'agit peut-être du dernier ultimatum de Zelensky à l'Occident - destiné à être rejeté - avant un revirement complet vers un compromis forcé avec l'ennemi. Cet argument n'est pas totalement dénué de fondement, puisque les sondages suggèrent que plus de la moitié de la population serait prête à négocier ou à geler le conflit si le soutien de l'Occident lui était retiré. Mais quelles sont les chances qu'un accord avec la Russie conduise à une paix durable, sans parler d'une paix juste ? Même en supposant que Poutine soit disposé à négocier de bonne foi, ce qui n'est pas acquis, de tels pourparlers pourraient être voués à l'échec, déboucher sur un accord mort-né ou ne constituer qu'une pause temporaire avant la reprise des combats.

La reconnaissance de l'annexion des territoires occupés est évidemment hors de question. Pour les Ukrainiens, ces territoires restent occupés et il n'y a aucun moyen d'atténuer cette réalité. Laisser l'Ukraine sans garanties de sécurité, surtout lorsque la Russie continue d'investir dans

sa force militaire, serait une invitation ouverte à une nouvelle agression. Dans la société ukrainienne, 45 % des Ukrainiens considèrent une paix injuste comme une trahison des compatriotes tombés au combat, et 49 % d'entre eux descendent dans la rue pour protester contre le compromis. Le seul accord ayant une chance d'être soutenu, avec une légère marge, comprend la désoccupation

des régions de Zaporizhzhia et de Kherson, combinée à l'adhésion à l'OTAN et à l'UE.

D'autre part, rien de moins que la capitulation et la soumission ne semble remplir les objectifs du Kremlin dans cette guerre d'agression, qui ont été réitérés par Poutine lui-même avant le sommet des BRICS à Kazan. En outre, le plan budgétaire triennal récemment adopté par la Russie porte les dépenses militaires à un niveau record. Par conséquent, la plus grande erreur serait d'opposer les efforts diplomatiques au soutien militaire. Sans une solidarité significative, l'Ukraine et son peuple chuteront - si ce n'est pas maintenant, ce sera plus tard.

Bien qu'il n'existe pas de solutions faciles ou toutes faites, l'honnêteté est essentielle pour se préparer. Si un cessez-le-feu intervient, il ne durera peut-être pas longtemps, mais chaque jour qui passe doit être mis à profit pour renforcer la résilience de notre société. Exposer notre écosystème aux investisseurs étrangers alors qu'il est déjà

affaibli par des années d'exploitation prédatrice et d'écoterrorisme russe, n'est pas la solution. L'inégalité, l'aliénation et la privation de droits ne nous apporteront pas la résilience. La main invisible du marché - qui marchandise tout, qui est en proie au court-termisme et au profit - ne nous rendra pas plus forts.

La racine de nos problèmes réside dans le fait que, trop souvent, les intérêts de ceux qui, par leur travail invisible, font fonctionner le pays, ont été ignorés. Espérons que cette fois-ci, nous avons retenu la leçon. C'est pourquoi « Sotsialnyi Rukh » déclare publiquement qu'il est prêt à coopérer avec d'autres forces pour construire un mouvement politique qui garantisse que la voix du peuple soit entendue dans les couloirs du pouvoir. Dès que les élections auront lieu, elles pourront décider de notre destin pour les années à venir.

Oleksandr Kyselov

Traduction : Catherine Samary

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Solidaritet

<https://solidaritet.dk/ukraine-styrken-maa-komme-indefra/>